

~~Paris~~ Vendredi 21 mars 2014

Elections municipales, ultramarinite et diversite

Les ultramarins dans les élections municipales dans l'Hexagone

Le CEGOM dénonce un manque de respect ou d'organisation des formations politiques par rapport à l'enjeu des populations ultramarines basées dans l'Hexagone.



Le Collectif des états généraux de l'Outre-mer (CEGOM), association qui se présente comme un « avocat des Outre-mer » a adressé aux principaux partis politiques français à l'exception du Front national, un questionnaire relatif aux préoccupations de leurs candidats par rapport aux originaires des outre-mer. Un questionnaire qui n'a guère eu de succès puisque l'association présidée par le sociologue martiniquais Pierre Pastel, n'a reçu que trois réponses. La première est venue de Christophe Najdovski, tête de liste EELV du XI^e arrondissement de Paris, la deuxième de Genevieve Colomer, tête de liste Front de gauche dans la commune de Chatenay-Malabry et la dernière est venue des instances nationales du parti socialiste. Le premier, qui a aussi organisé un débat public sur le sujet, a semblé répondre aux attentes du CEGOM qui lui a décerné une note de 17 sur 20. « Nous avons spontanément ouvert nos listes à des personnes issues de l'ensemble du pays », a déclaré la colitière de Christophe Najdovski, Joëlle Morelle. La candidate du front de gauche a décroché un 13. « De belles personnes sont en position éligible sur nos listes, comme en 2008 », indique notamment Mme Colomer. Quant au PS, sa réponse a tout juste satisfait le CEGOM avec un 11. Sa réponse ne semble être qu'un copié collé de la politique gouvernementale pour l'Outre-mer. Mais pour les autres partis politiques, le Modem, l'UMP et l'UDI, « c'est un zéro pointé », a martelé Pierre Pastel. Au Modem, on a eu l'honnêteté de leur dire qu'on ne pouvait leur apporter de réponses. A l'UMP, l'absence de réponse semble avoir été due à une désorganisation, chacun se renvoyant la balle, quand on ne leur a pas suggéré de consulter l'ensemble des listes pour y trouver les ultramarins candidats. Quant à l'UDI, ça a été silence radio.

Huit listes dans toute la France



Le CEGOM a dénombré huit listes dans toute la France avec des candidats ultramarins en position éligible et pouvant prétendre aux fonctions de maire adjoint. « Mais on sait déjà, a signalé Pierre Pastel, qu'ils ne seront pas adjoints au maire. Ainsi, dans le Tarn, un candidat originaire d'Outre-mer est inséré entre deux futurs adjoints, mais lui ne sera attributaire que d'une délégation à l'économie... « Il y a bien des têtes de liste, a encore déclaré Pierre Pastel, mais ils n'ont aucune chance d'être élus ! » Ainsi, est-ce le cas pour la liste UMP de Stains (95). C'est ce qu'on appelle le syndrome Beaujour ou Fanfant, du nom de ces candidats UMP aux législatives en 2007 et 2012 envoyés dans l'Est parisien, grassement acquis à la gauche.

Face à ce constat, Pierre Pastel voudrait privilégier la « formation des consciences ». « Si nous restons piégés dans une simple comptabilité analytique, à réclamer des quotas, nous n'agissons pas en profondeur. » Le CEGOM entend donc continuer d'interpeller l'Etat et les décideurs pour qu'ils s'engagent à former les gens à l'acceptation de la diversité. « Une grande majorité de nos compatriotes Français n'est pas intégrée car les Français ne se rendent pas compte qu'ils sont plongés dans une société plurielle », conclut Pierre Pastel. Le CEGOM en tire une conclusion simple en « invitant les Français des outre-mer et leurs proches à tirer les conséquences de ces réponses ou absences de réponse lors de leur vote le 23 mars ».

A noter que l'AMEDOM, association des élus ultramarins dans l'Hexagone qui, jusqu'alors, faisait ce travail de conscientisation des partis politiques et de lobbying, est restée totalement muette pendant cette campagne.

FXG, à Paris

Le CRAN denonce des villes aparteid



Le Conseil représentatif des associations noires présidé par le Martiniquais Louis-Georges Tin, s'est livré à une enquête dans les 50 plus grandes villes de France. Son enquête a porté sur le nombre de femmes maires (elles ne sont que 5) et sur la place laissée à la diversité. Ils se sont appuyés sur trois critères pour comptabiliser les personnes issues de la diversité : La photo, le lieu de naissance et le nom. Il en ressort que 9 % des adjoints de ces cinquante villes sont originaires d'ailleurs. « C'est une évolution positive, note M. Tin, mais les personnes issues des minorités visibles sont 12 % en France. » Au PCF, ce chiffre atteint 16 %. « Mais le Front de gauche en 2012 ne présentait que 2,2 % de ces candidats aux législatives », modère Thiaba Bruni, porte-parole du CRAN. Le PS et EELV ont 10 % de leurs adjoints issus de la diversité quand ils ne sont que 5 et 4 % pour l'UDI/Modem et l'UMP.

Les villes communistes de Saint-Denis (93) et Nanterre (92) sont les plus ouvertes avec des ratios de 35 et 33 %. Viennent ensuite les villes socialistes, Argenteuil (95) et Roubaix dans le Nord (30 %), puis la ville EELV de Montreuil (93) avec 28 %. L'UMP ne vient qu'en 14e position avec Nancy (54) qui a 10 % de diversité parmi ses adjoints au maire. Enfin, le CRAN a repéré 11 villes « only white » dont Bordeaux, Dijon ou Toulon. Six sont PS, cinq sont UMP. Plus globalement, le CRAN mesure que 35 % des villes UMP et 19 % des villes PS sont « only white ».



Par

fxg - Publié dans : [fxgpariscaraibe](#)[Contact](#) [C.G.U.](#)[Signaler un abus](#) [Articles les plus commentés](#)